



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Grand-Est**

03 JUL. 2025

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

mettant en demeure la société CPK Strasbourg,
de respecter les prescriptions d'exploitation de ses installations
sises 12 route de la Fédération à Strasbourg
(AIOT n°0006700773)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8 I et R.181-46 ;
- VU l'arrêté ministériel du 27/02/2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD), applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643), de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10/10/2016, pris au titre du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement, modifiant des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 février 2004, portant autorisation d'exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement, par la société MONDELEZ Strasbourg Production SNC à Strasbourg ;
- VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 22 mai 2025 des installations de la société CPK Strasbourg ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article R.181-46 du code de l'environnement, l'exploitant a procédé à des modifications de ses installations de rejet des eaux de refroidissement (trois rejets au lieu d'un unique rejet dans le Rhin Tortu), sans avoir porté ces modifications à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 9.3.1. de l'arrêté préfectoral du 10/10/2016 susvisé, des dépassements réguliers de plus du double des valeurs limites d'émission (VLE) fixées pour les rejets des eaux de procédés, ont été constatés en 2024 et 2025, dont, notamment, pour les plus importants dépassements : une DCO à 4 850 mg/l (VLE 2 000 mg/l) en avril 2025, une DBO5 à 2 440 mg/l (VLE 800 mg/l) en décembre 2024, des SEH à 480 mg/l (VLE 50 mg/l) en décembre 2024, de l'azote global à 1 060,8 mg/l et de l'azote Kjeldhal à 1020 mg/l (VLE 100 mg/l) en juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 7.1. de l'arrêté préfectoral du 10/10/2016 susvisé, les investigations pour rechercher les causes des dépassements des VLE fixées pour les rejets des eaux de procédés et les actions correctives menées par l'exploitant sont insuffisantes, au vu des dépassements réguliers observés, mais aussi parce que l'exploitant indique toujours comme "cause et nature des dépassements" qu'ils peuvent être dus au nettoyage des contenants (moules) et qu'en 2024, certains dépassements en SEH (graisses) restent inexpliqués ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 9.5.1. de l'arrêté préfectoral du 10/10/2016 susvisé, les paramètres PCB et HAP ne sont pas recherchés dans le cadre de l'autosurveillance des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 9.5.1. de l'arrêté préfectoral du 10/10/2016 susvisé, le paramètre PCB n'est pas recherché dans le cadre de la surveillance des sols ;

CONSIDÉRANT qu'en réponse à la transmission du projet de mise en demeure, l'exploitant indique, dans son courriel du 23 juin 2025, qu'un plan d'actions correctives est mis en œuvre et que ces actions sont actuellement en cours de réalisation ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant demande, par ailleurs, un délai supplémentaire pour réaliser l'ensemble des études et travaux nécessaires à la mise en conformité du site et qu'il peut être fait droit à cette demande ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des éléments transmis, ceux-ci ne permettent pas de conclure que les non-conformités relevées le 22 mai 2025 ne sont plus constituées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société CPK Strasbourg est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 12 route de la Fédération à 67100 Strasbourg de respecter, dans le délai de **12 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles du code de l'environnement et de l'arrêté préfectoral du 10/10/2016, repris ci-après :

" Code de l'Environnement - Article R.181-46 :

(...) II. – *Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation, doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation, avec tous les éléments d'appréciation.* (...)"

" Arrêté ministériel du 10/10/2016 :

- 7.1 Contrôle :

L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, les résultats des contrôles périodiques et continus (...). En cas de dépassement des prescriptions, l'exploitant joindra les éléments de nature à expliquer les dépassements constatés et précisera les mesures prises pour remédier à cette situation. (...)

- 9.3.1. Conditions de rejet des eaux industrielles :

Les eaux industrielles (eaux de lavage des moules et des éléments de machines, etc.) doivent être rejetées dans le réseau d'assainissement public relié à la station d'épuration collective de l'eurométropole.

Les caractéristiques de l'effluent rejeté ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 9,5
- température inférieure à 30 °C
- débit maximal journalier = 300 m³/j
- concentrations et flux maximaux sur eaux brutes :

Paramètres	Concentration maximale moyenne sur 24 h mg/l
MES	600
DBO5	800
DCO	2 000
Azote global (en N)	100
Azote Kjeldhal	100
Phosphore total (en P)	40
SEH	50

En outre, ces rejets doivent satisfaire aux conditions fixées par l'arrêté de l'eurométropole du 29 septembre 2014, autorisant le raccordement et le déversement de la société MONDELEZ au réseau public.

- 9.5.1 Surveillance des eaux souterraines ;

L'exploitant fait analyser, semestriellement, les paramètres suivants sur l'ensemble des piézomètres mentionnés dans le présent arrêté, à une fréquence semestrielle (hautes eaux et basses eaux) : hydrocarbures totaux, COHV, BTEX, métaux lourds (As, Cr, Cu, Cd, Pb, Ni, Zn et Hg), PCB et HAP.

- 9.5.2. Surveillance des sols

(...) Les paramètres surveillés sont, a minima, ceux du rapport de base :

hydrocarbures totaux, COHV, BTEX, métaux lourds (As, Cr, Cu, Cd, Pb, Ni, Zn et Hg), PCB et HAP.

Il tient à disposition de l'inspection les études de dimensionnement de cette surveillance et lui transmet les résultats des prélèvements effectués."

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CPK Strasbourg, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de STRASBOURG.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général Adjoint



Karim TERROLLION